

Installation du Conseil départemental

Jeudi 1er juillet 2021

Prise de parole de Nicolas Langlois

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,

Je souhaite d'abord saluer et féliciter l'ensemble des collègues élus, qu'ils siègent pour la première fois dans cet hémicycle ou qu'ils renouvellent leur mandat. Tous ici, nous avons une pensée pour les anciens élus, qui n'ont pas souhaité se représenter ou qui ont été battus à l'issue du second tour des élections départementales. Et vous me permettrez un salut particulier à mon ami Stéphane Barré, maire d'Oissel, qui a présidé notre groupe de manière combative, intelligente, pragmatique.

En ce moment solennel qu'est ce conseil d'installation, je me porte candidat à la présidence de notre Assemblée départementale, au nom du groupe de la Gauche combative, communiste et républicaine, qui sort de ces élections renforcé de 4 nouveaux élus.

Je me porte candidat pour porter non pas un « contre-projet » à celui porté par la majorité sortante, mais **pour défendre un autre projet, une responsabilité concrète, celle de prendre soin de la Seine-Maritime et de ses habitants.**

Il me semble important de préciser l'état d'esprit qui est le nôtre et je vous remercie de m'en donner l'occasion.

Nous n'ignorons pas bien sûr la période particulière que nous vivons, depuis 2020, et qui bouscule les vies.

Une période qui, nous l'avait juré le président de la République, aurait un avant et un après, parce que la crise sanitaire imposait de replacer les priorités là où elles sont : donner des moyens à nos hôpitaux et à nos soignants, mieux valoriser les métiers qui ont fait tourner le pays quand tout était à l'arrêt, regagner notre souveraineté industrielle et la capacité de créer des vaccins au pays de Pasteur, des masques, des respirateurs faits en France.

La crise sanitaire a confirmé que les combats que nous portons sont justes : combat pour notre système de santé, pour un service public qui garantit que chaque citoyen puisse faire valoir ses droits, combat contre les emplois précaires et la logique ultra-libérale qui ignore l'humain.

Nous avons aussi constaté que la galaxie macroniste, qu'un président isolé, surplombant, jupitérien, ne sait tirer aucune leçon de la crise et que l'après, c'est encore le monde d'avant

où on nous sert les mêmes mauvaises réformes, la même soupe si j'osais, comme si rien ne s'était passé.

Pourtant, nous n'oublions pas ce qui s'est passé avant la période Covid.

La réforme des retraites qu'Emmanuel Macron voudrait remettre sur la table en passant l'âge de départ de 62 à 64 ans.

Les ronds-points occupés par celles et ceux qui se sentent oubliés, méprisés, punis...notre Département a été l'un des territoires où le mouvement des gilets jaunes a été le plus fort. Oui, avant la crise Covid, les fractures sociales, territoriales, avaient déjà commencé à exploser et les premiers de cordée atteignaient les sommets sans se retourner vers le reste de la société, pire, en coupant la corde qui normalement nous relie.

Aujourd'hui, il nous apparaît donc plus que jamais nécessaire de décréter l'état d'urgence sociale.

La période électorale a été marquée par une abstention massive de nos concitoyens.

Celle-ci n'a pas été accompagnée par le service public radio ou télévisé : l'approche médiatique en a même été désastreuse, il n'y a pas d'autre mot, le Tour de France d'Emmanuel Macron et sa gifle occupant plus d'espace que le quotidien des habitants ou que les propositions concrètes de chacun des candidats aux élections régionales et départementales.

La campagne a également été empêchée par un autre désastre, celui de la distribution des circulaires et bulletins confiée à une société privée. Encore un exemple qui valide notre combat pour le service public et contre la privatisation à tout va.

L'abstention a aussi une autre explication. Quand la politique n'est pas synonyme de vivre-mieux mais de toujours plus de sacrifices, toujours plus de reculs, Quand elle renonce à changer la vie, et bien, elle ne mobilise pas.

Le gloubi-boulga, les accords de couloir, les coalitions à l'allemande sans saveur, ni valeur ne mobilisent pas les électeurs en France. Ils ne sont pas la réponse attendue.

C'est aussi pour toutes ces raisons que notre groupe ne s'est pas rendu à la réunion initiée par Murielle Moutier Lecerf et Dominique Metot qui ne nous feront pas croire qu'ils ne sont ni de droite ni de gauche. Tous leurs votes depuis 6 ans ont démontré qu'ils étaient bien à droite.

Dès lors, nous avons en tête notre engagement, celui pris devant les électeurs qui nous ont fait confiance.

L'engagement de porter leur voix haut et fort dans cet hémicycle, l'engagement de ne jamais oublier, dans le confort de ces lieux, l'urgence des questions qu'ils nous posent, l'état d'urgence sociale dans lequel notre pays se trouve.

Nous serons, déterminée à ce que le beau mot de solidarités, au cœur des compétences de notre Conseil départemental, retrouve son plein sens, déterminée à faire entrer la vie, les vies des gens, dans nos débats.

La majorité qui a présidé notre Département ces dernières années a été obsédée par le remboursement de la dette...une obsession qui vous a conduits à diminuer le soutien aux associations, à faire des économies de bouts de chandelles, fermer une crèche, réduire l'accompagnement de la petite enfance et le maillage des services publics départementaux. Fidèle à la doctrine libérale, vous avez accompagnés le déménagement des services publics structurants : trésoreries municipales, CPAM, Banque de France, ...la liste est malheureusement longue.

Quand la droite macronisée nous explique que les fermetures de classes ou d'école sont incontournables, quand elle veut faire entrer nos enfants dans les tableurs Excel du ministre Blanquer, la droite macronisée fait mal à l'ambition républicaine d'une école qui garantit l'égalité des chances et que nous n'avons pas le droit d'abandonner.

Je pense à mon ami Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime qui a été vice-président à l'éducation au sein de cette assemblée et qui a, au Conseil Départemental de l'Éducation nationale, toujours veillé à défendre l'école de la République. Alors, il n'hésitait pas à réunir le CDEN hors-les-murs pour exprimer la résistance du Département, aux côtés de la communauté éducative, face aux mesures de carte scolaire.

Qu'ont fait les CDEN ces dernières années sinon être de simples chambres d'enregistrement des décisions du DASEN ?

Quand vous laissez, faute de moyens humains, les délais de traitement des dossiers MDPH dépasser un an...

Un an !

Vous abîmez des vies, vous demandez à des parents d'enfants en situation de handicap de renoncer à leur travail faute de réponse d'accompagnement.

Bref, vous avez oublié l'essentiel, c'est-à-dire la vie.

Dans les quartiers populaires, sur les places de village, dans les entreprises, sur les quais, notre idée d'un Département qui prend soin a fait son chemin. Elle a rassuré, redonné des perspectives. Avec nous, la colère est aussi synonyme d'espoir et de changement. Pour vivre mieux.

Nous leur avons dit que l'essentiel ce sont eux, les habitants : les ouvriers de nos usines, les mères au foyer, les salariés, les privés d'emplois les familles populaires et de la classe moyenne, les assistantes maternelles, les AESH, les aides à domicile, les agriculteurs, les pêcheurs, les commerçants, les artisans, les enseignants, les personnels de la protection de l'enfance, les soignants, les aidants... L'essentiel ce sont les enfants et les jeunes qui seront les adultes de demain. Pour elles et pour eux, nous serons combattifs.

Nous serons de tous les combats pour vivre mieux ici, de toutes les résistances aux mauvais coups. Avec énergie. En nous mêlant de tout, parce que les gens ne séparent pas tout ce qui fait leur vie.

Pour nous, chaque habitant compte, chaque territoire compte et chaque commune doit compter.

Aujourd'hui, au sein du groupe que j'ai l'honneur de présider, nous sommes déjà au travail sur de nombreux sujets, comme nous le faisons dans nos territoires Havrais, Rouennais, Stéphanois, Oisseliens, Dieppois, aux habitants de la vallée de la bresle, aux trois coins du département. Et je veux dire ma fierté que tous ces territoires entrent à nouveau dans cet hémicycle !

Au sein de notre assemblée départementale aussi, nous devons être résolument au travail.

D'abord sur les enjeux de santé.

170 000 mille habitants n'ont pas de médecins traitants dans notre département d'après la CPAM. Nous devons nous attaquer – aujourd'hui et maintenant - au problème de démographie médicale, quand l'immense majorité de la Seine-Maritime y est confrontée, trouvé, inventer même, des solutions au manque de dentistes, au manque de médecins. Créer des centres de santé, soutenir ceux qui existent pour salarier des médecins (il en faudrait une centaine en Seine-Maritime) là où les habitants en ont besoin et tant qu'il n'y a pas une loi courageuse qui leur imposerait de s'installer là où le manque de médecins est le plus important.

Nous devons travailler au renforcement du réseau des PMI.

Garantir des moyens à nos hôpitaux de proximité, améliorer la prévention, renouer avec une médecine scolaire digne de ce nom, créer une mutuelle départementale.

Dès aujourd'hui, nous devons prendre l'initiative de réunir une délégation départementale et régionale constituées des syndicats de soignant, d'élus locaux de nos territoires et de parlementaires qui exposera au ministre Véran la nécessité d'un plan de rattrapage des moyens pour la santé en Seine-Maritime et plus particulièrement pour nos hôpitaux publics.

Au travail, sur la cause du handicap qui avance trop souvent encore par les seuls efforts des citoyens eux-mêmes, pas assez écoutés des politiques.

Les délais de traitement des dossiers MDPH atteignent aujourd'hui plus d'un an. C'est insupportable pour les familles dont le parcours de vie ressemble trop souvent à celui du combattant. Derrière ces délais, il y a de la détresse.

Notre département d'1 million 300 000 habitants doit prendre la tête du combat pour la reconnaissance des métiers du lien.

Nos aides à domicile, qui accompagnent nos aînés pour bien vieillir, nos AESH, qui permettent une inclusion heureuse des enfants en situation de handicap en milieu scolaire, doivent être demain mieux rémunérées, mieux considérées, mieux formées et accompagnées tout au long de leur vie professionnelle si exigeante.

Les élus départementaux que nous sommes doivent refuser les PIAL (pôle inclusif d'accompagnement localisé) et combattre leur logique qui est de gérer la pénurie. Qui peut sérieusement imaginer qu'un accompagnant d'enfant en situation de handicap puisse être mutualisé pour 5 enfants, aux pathologies différentes, aux besoins, aux rythmes différents ?

Au travail sur les questions d'éducation.

Nous voulons que les parents d'élèves, les enseignants, retrouvent des élus combattifs à leurs côtés, des élus prêts au débat et à la construction de projets pour permettre à chaque enfant et adulte de s'épanouir.

Nous voulons que nos écoles, nos collèges retrouvent les moyens humains nécessaires pour accompagner les enfants, que ces enfants retrouvent un département à leur côté avec des bourses de réussite éducative.

Face aux conséquences désastreuses sur le lien social dans nos quartiers populaires et aussi dans notre ruralité, il faut un choc d'éducation populaire et de prévention spécialisée pour réparer les vies avec le doublement du budget départemental leur sont consacrées.

Au travail sur le logement, en ayant en tête la nécessité que le Département défende fièrement le logement social malmené par les fusions de bailleurs et un état qui leur fait les poches.

Au travail sur le logement, pour un maillage et une politique publique de logement volontariste, écologique car chaque effort réalisé est bon pour le porte-monnaie et la planète. C'est le premier poste de dépense des familles et la très mauvaise réforme des allocations logements aggrave en ce moment même cette situation pour un grand nombre de famille.

Au travail sur l'emploi, en lien avec la Région évidemment mais aussi avec un département qui n'est pas le petit frère suiviste de la grande Normandie.

Au lendemain de l'arrêt d'activité de l'usine Vallourec, à Déville-lès-Rouen, une usine où on travaillait le métal depuis presque 300 ans...et dont le choc des tubes de métal rythmait la vallée du Cailly, notre assemblée départementale doit défendre plus que jamais les salariés, prendre le parti de l'emploi industriel, de la préservation du savoir-faire.

De la Renaulution qui concerne directement les sites de Sandouville de Cléon d'Alpine à Dieppe et tout leur sous-traitant à EDF et ses milliers d'emplois menacés par le projet de dépeçage en passant par l'industrie verrière chahuté par le Covid et les donneurs d'ordres à qui il faut régulièrement rappeler les principes du patriotisme industriel.

Et A l'heure où trop d'actionnaires hors sol profitent du Covid pour fragiliser un peu plus notre tissu industriel, où le numérique fait reculer l'emploi, notre Département doit être au rendez-vous pour défendre notre tissu industriel.

Nous soutenons par ailleurs la proposition du Député d'Hubert Wulfranc de décaler la date limite de remise des effets de reprise de la chapelle Darblay, pour n'exclure aucune piste, présenter une activité industrielle et les emplois qui vont avec. Rendez-vous demain devant le site.

Notre Département doit aussi soutenir et aider nos marins-pêcheurs et la pêche artisanale en lien avec les ports.

Concernant nos activités agricoles, portuaires, nos marins pêcheurs nous pouvons faire la démonstration que leur préservation et leur accompagnement riment avec à la fois le respect de ces activités ancestrales et nourricières et un aménagement équilibrer et écologique de notre département. Quand notre agriculture est mal rémunérée par les grands groupes. Quand notre pêche locale et durable est malmenée par les politiques Européennes de quotas, ils doivent nous trouver à leurs côtés.

Au travail sur les transports, pour retisser les lignes de vie qui irriguent nos territoires avec le parti-pris du train et d'un soutien fort au Transmanche, car nous sommes fiers de cette ligne Dieppe/Newhaven en pleine tempête Brexit et covid portée par notre collectivité publique.

La délégation de service public arrive à échéance. La nouvelle devra être audacieuse pour développer cette nouvelle frontière avec le Royaume Uni, au Nord du département à Dieppe.

Demain, quand le Covid sera enfin derrière nous, il faut que nous permettions à tous les collégiens d'emprunter cette ligne.

Toujours sur la question des modalités, pour contribuer à supprimer les barrières de péages sur les ponts de Normandie et de Tancarville ainsi qu'à Epretot sur A29, Jean-Paul Lecoq, député, avait dénoncé ici même lorsqu'il était conseiller départementale, des initiatives allant dans ce sens, elles sont toujours à l'étude, il est temps de les faire aboutir.

Au travail sur les questions de sécurité et de ruralité, de moyens supplémentaires pour le service départemental d'incendie et de secours, en tournant le dos à l'urbanisation du métier de sapeur-pompier et les recrutements précaires.

Nous devons répondre à l'appel de Landes-Vieilles-et-Neuves, avec 72 maires et élus. Un appel pour que le Règlement départemental de la défense contre l'incendie soit adapté de manière pragmatique à la réalité des territoires ruraux et aux possibilités des petites communes, et tout en préservant les paysages. Un appel de bon sens pour une ruralité vivante, pour desserrer l'étau qui pèse sur les communes, les territoires, les habitants.

Arrêtons de nous tirer une balle dans le pied et dans celui des communes.

Au travail pour refuser un schéma d'aménagement des territoires qui se fait au détriment de la proximité. Face aux grandes régions et aux métropoles, le couple département/commune doit être plus que jamais solide et agir comme un contre-pouvoir à la métropolisation qui casse l'échelle humaine, dans la métropole comme à l'extérieur au détriment de tous les habitants.

Au travail pour que, les yeux grands ouverts sur la planète, nous construisions une écologie non pas punitive mais solidaire. A l'opposé de votre projet d'autoroutes privés, de contournement pour lequel vous avez trouvé 40 millions d'un claquement de doigts soit l'équivalent de 2 millions

Au travail pour que le RSA soit accordé pour les jeunes de moins de 25 ans qui, sans soutien familial et en décrochage scolaire, se trouvent en détresse. Notre Département ne peut pas les ignorer et doit instruire des solutions nouvelles à la hauteur de la crise qu'ils subissent.

Vous l'avez compris, pendant les six prochaines années, plutôt que d'expliquer aux habitants comment se passer du Département, nous voulons que notre département soit incontournable. Nous voulons travailler à réparer les vies, nous voulons être utiles aux gens.

Nos habitants ont besoin d'un département ou les moyens humains nécessaires à son fonctionnement, avec des agents respectés, valorisés et qu'on ne réduit pas à une simple variable d'ajustement : la baisse que l'on remplace des guichets uniques et de plateformes téléphoniques.

C'est le sens de ma candidature à la présidence du Département.

J'ai parlé tout à l'heure du confort de cet hémicycle.

Jack London a écrit en 1905 cette réflexion qui sonne pour moi comme un salutaire avertissement :

« L'escalier du temps résonne à jamais du bruit des sabots qui montent et de celui des souliers cirés qui descendent. »

Aujourd'hui, peu ou plus de sabots... mais bien la force des premiers de corvée qui montent et qui exigent d'être enfin entendus et respectés, et notre responsabilité c'est d'être à leur hauteur et même de leur faire la courte échelle. »

Je vous remercie.